

## Retraites : l'heure de vérité !

« Réunion de la dernière chance entre les partenaires sociaux pour parvenir à un accord », titre **Le Figaro** qui rappelle que Jean-Jacques Marette va tenter cet après-midi de concilier les positions. Plusieurs points devraient figurer dans le texte qu'il déposera à 15 heures sur la table des négociations. Sur la question de la pénibilité, comme le réclame la CFDT, les critères ergonomiques devraient être intégrés dans le C2P. Si le patronat est prêt à accepter cette réintégration, le Medef rejette l'idée d'un départ anticipé en retraite pour les travailleurs qui y sont exposés. Pour trouver un consensus sur la question, Jean-Jacques Marette pourrait proposer un rythme d'acquisition ralenti : une solution que rejette le Medef pour le moment alors que la CPME propose « un système beaucoup plus favorable que ce qui est mis sur la table ». Sur l'âge, pour cocher la case d'un « bougé » réclamé par les syndicats, un recul de l'âge de l'annulation de la décote devrait figurer dans le consensus. Enfin, sur le financement du système, la piste qui semble tenir la corde reste celle d'une augmentation de la CSG pour les retraités. Les pensions des seniors pourraient également être sous-indexées. Toutefois les syndicats refusent que l'effort repose seulement sur cette catégorie de population. La question d'une hausse du forfait social a été évoquée mais si le Medef semble prêt à lâcher sur ce point, la CPME fait de cette augmentation une « ligne rouge écarlate ». Si elle n'est peut-être pas impossible, la mission qui attend le médiateur des discussions relève donc de l'équilibrisme. (Le Figaro, p.8)

« Avant la réunion de la dernière chance, le patronat resserre les rangs », titre **Les Echos** pour lequel après avoir joué chacun leur partition, au risque de la cacophonie, le Medef et la CPME ont travaillé sur des propositions communes à présenter dans la dernière ligne droite des négociations. La copie doit cependant encore être validée par le bureau exécutif du Medef ce matin mais il s'agit, juge le quotidien, d'une façon de resserre les rangs, alors que tout au long de la négociation l'organisation représentant les PME s'est montrée plus ouverte aux yeux des syndicats tout en restant ferme sur le redressement des finances du système de pensions. Pour le Medef et son président Patrick Martin, dont le quotidien fait sa personnalité « en vue », l'enjeu est de ne pas avoir à assumer la responsabilité d'un échec et donc de formuler des contre-propositions, dont certaines pourraient être jugées acceptables par les syndicats. Vraie ouverture ou posture ? s'interroge le quotidien, notant que du côté syndical, on relève que le patronat n'a pas vraiment échangé avec les représentants des salariés, ce qui n'est pas vu comme favorable à un atterrissage sur un compromis. Sur la question sensible de la prise en compte des métiers pénibles, le patronat serait prêt à faire un pas important sans aller jusqu'au bout des attentes des syndicats. Les syndicats et le patronat semblent davantage en mesure d'accorder leurs violons sur la question des pensions des mères de famille, sujet sur lequel tout le monde admet depuis longtemps qu'on peut dégager un compromis. Enfin, sur les moyens de remettre à l'équilibre le système de pensions, les

syndicats sont prêts à un resserrement, tout comme le patronat. Reste à savoir s'ils tomberont d'accord sur son ampleur. (Les Echos, p.6 et 7)